

Communiqué de presse

Accord de libre-échange agricole

L'agriculture romande n'en veut pas

Sans surprise, le Conseil fédéral vient de décider d'ouvrir des négociations officielles avec l'Union européenne en vue d'un accord de libre-échange agricole. Pour l'Association des Groupements et Organisations Romands de l'Agriculture (AGORA), organisation faîtière de l'agriculture romande, un tel accord est inacceptable. Il conduit à moyen terme à une baisse de 50% du revenu agricole. C'est la disparition programmée de la moitié des familles paysannes.

AGORA, les Chambres d'agriculture romandes et de nombreuses organisations sectorielles ne croient pas du tout aux avantages escomptés en matière de libre-échange agricole par le Conseil fédéral. La baisse annoncée de 25% des prix des produits agricoles pour les consommateurs sera récupérée par la transformation et la distribution. Cela a déjà été le cas avec les différentes réformes internes de la politique agricole qui ont vu les prix à la production baisser de 25% entre 1993 et 2007 et les prix à la consommation augmenter de 8%. La baisse des coûts de production est illusoire, sachant que l'énergie, le prix du sol, les amortissements, les investissements (constructions) et surtout les salaires resteront au niveau suisse. Près de 90% des baisses annoncées seront supportées par l'agriculture elle-même au travers des baisses de prix de fourrages produits par des agriculteurs pour d'autres agriculteurs. L'accès au grand marché européen restera limité à quelques spécialités qui ne compenseront de loin pas des importations massives de produits transformés. Ce n'est pas seulement l'agriculture qui va trinquer, mais aussi les industries agro-alimentaires.

Enfin, AGORA constate que les mesures d'accompagnement proposées sont totalement insatisfaisantes. Elles ne sont là que pour faire passer une potion amère pour la moitié des familles paysannes appelées à disparaître.

AGORA s'étonne et est déçu de voir que la décision du Conseil fédéral se base sur un rapport extrêmement lacunaire établi par l'administration fédérale (Seco, OFAG, entre autre) dans le cadre des discussions exploratoires. Le rapport ne répond aucunement aux interrogations du monde agricole. Le contexte dans lequel évolue l'agriculture suisse a fondamentalement changé. Le tourisme alimentaire se réduit comme peau de chagrin. Les marchés mondiaux sont en pleine effervescence. La notion de souveraineté alimentaire gagne en crédibilité.

Pour AGORA, la Suisse n'a pas à sacrifier son agriculture, ni dans le cadre d'un accord de libre-échange avec l'UE ou avec d'autres pays, ni dans le cadre des négociations de l'OMC.

Lausanne, le 14 mars 2008

AGORA

Renseignements : Walter Willener, directeur AGORA, Lausanne, tel 079 689 31 06